

## PARTIE 4 : CLASSES, STRATIFICATION ET MOBILITE SOCIALES

### CHAPITRE 1 : COMMENT ANALYSER LA STRUCTURE SOCIALE ?

Notions	Indications complémentaires
Inégalités économiques, inégalités sociales, classes sociales, groupes de statut, catégories socioprofessionnelles.	<p>On mettra en évidence le caractère multiforme des inégalités économiques et sociales ainsi que leur aspect parfois cumulatif. On procédera à des comparaisons en utilisant les principaux indicateurs et outils statistiques appropriés.</p> <p>On présentera les théories des classes et de la stratification sociale dans la tradition sociologique (Marx, Weber) ainsi que leurs prolongements contemporains et on s'interrogera sur leur pertinence pour rendre compte de la dynamique de la structuration sociale. On mettra en évidence la multiplicité des critères de différenciation sociale dans les sociétés post-industrielles (statut professionnel, âge, sexe, style de vie).</p> <p>Acquis de première : salaire, revenu, profit, revenus de transfert, groupe social.</p>

Introduction : Les différences sociales ne sont pas toutes sources d'inégalités

On distingue parmi les critères proposés ceux qui vont aboutir à une hiérarchie et ceux qui ne pourront pas permettre de hiérarchiser les catégories obtenues.

Toutes les différences entre les individus ne conduisent pas systématiquement à une hiérarchie entre eux du fait de ces différences. On ne peut pas toujours déterminer en fonction des différences qui va être avantagé ou désavantagé.

C'est ce dernier élément qui permet de distinguer une différence d'une inégalité :

**Une différence** c'est une caractéristique qui permet de distinguer deux individus ou deux groupes sans que cela conduise nécessairement à une hiérarchie entre les deux.

**Une inégalité** c'est une différence qui entraîne hiérarchie, ici la différence se traduit par un désavantage (pour celui qui subit l'inégalité) dans l'accès aux ressources matérielles, politiques, symboliques, valorisées par la société. Il y a donc inégalité lorsque la répartition des ressources socialement valorisées n'est

pas uniforme mais qu'il ya des groupes qui sont avantagés par rapport à d'autres.

**Rem** : Le caractère inégalitaire d'une différence peut varier selon le contexte

Ex : Dans nos sociétés contemporaines tous les individus sont considérés comme étant égaux quels que soient leur sexe, leurs origines,... donc être un homme une femme c'est à priori une différence, cependant en ce qui concerne les revenus le fait d'être un homme ou d'être une femme engendre des inégalités.

## 1. Les inégalités économiques et sociales

### 1.1 Les principales formes des inégalités

#### a) Les inégalités économiques

Les inégalités économiques sont les inégalités de revenus et de patrimoine. Il s'agit d'une différence qui se traduit par un désavantage (pour celui qui subit l'inégalité) dans l'accès aux ressources matérielles.

#### **-Dans les inégalités de revenus, on peut distinguer les inégalités de revenus du travail des inégalités de revenus du capital**

**Dans les inégalités de revenus du travail, on peut distinguer les inégalités salariales des inégalités de revenus des indépendants :**

**Salaires** : Le salaire est le paiement du travail convenu entre un salarié et son employeur. C'est un revenu du travail identique tous les mois.

Les plus hauts salaires sont trois fois plus élevés que les plus bas salaires. Cet écart n'a pas beaucoup varié depuis la fin des 30 glorieuses.

Explications de ces inégalités de salaires : niveau de diplôme - hiérarchie du poste occupé - rapport de force sur le marché du travail.

Les grilles de salaires varient selon les branches car elles sont liées aux conventions collectives de chaque branche.

Ces dernières années on constate un creusement des inégalités de salaires, lié au fait que les hauts salaires ont augmenté alors que les autres sont restés stables.

**Revenu** : Le salaire n'est qu'une des catégories de revenu (revenu du travail)

**Revenu** Les revenus primaires comprennent les revenus directement liés à une participation des ménages au processus de production. La majeure partie des revenus primaires des ménages est constituée de la rémunération des salariés, laquelle comprend les salaires et les cotisations sociales. Ces revenus comprennent aussi des revenus de la propriété résultant du prêt ou de la location d'actifs financiers ou de terrains (intérêts, dividendes, revenus fonciers...).

**-Les inégalités de revenus du capital (=revenus de la propriété= revenus du patrimoine)**

Les revenus du capital sont les revenus de l'épargne (= intérêt), les revenus des biens immobiliers et les revenus des investissements, dont dividende et profit. Le **profit** est une rémunération variable, incertaine mais espérée, du risque pris par le détenteur d'un capital investi. Il permet de rémunérer le risque pris par le détenteur du capital : en règle générale, plus le risque est élevé, plus le capital sera rémunéré (c'est-à-dire plus le profit sera élevé) ; la notion de risque renvoie ici à la probabilité de perdre tout ou partie de son capital.

Aujourd'hui on constate un creusement des inégalités de revenus que l'on peut principalement expliquer par le fait que les revenus du capital ont augmenté plus vite que les revenus du travail et que ce sont les ménages favorisés qui ont le plus de revenu du capital. On peut aussi lier cela au fait que se sont développés dans les entreprises des mécanismes d'intéressement des salariés souvent les plus qualifiés sous forme de revenu du capital (plan épargne entreprise, stock option,...)

Rappel : Les **revenus de transfert** regroupent tous les revenus issus de la redistribution. L'existence de revenus secondaires tend à réduire les inégalités de ressources des ménages. Cela explique le mouvement de réduction des inégalités pendant les 30 glorieuses, période où s'est mis en place un système de redistribution.

**-Les inégalités économiques sont des inégalités de revenus, mais aussi des inégalités de patrimoine:**

**ATTENTION :** Il ne faut pas confondre inégalités du patrimoine et inégalités de revenus du patrimoine, même si lorsqu'on a un patrimoine élevé, on a de plus forts revenus du patrimoine.

Le patrimoine est un stock d'actifs financiers et non financiers (tout ce que possède un ménage). Le revenu est un flux qui vient alimenter le patrimoine de la même façon qu'un héritage.

Le patrimoine est source de revenu du capital (ex : loyer d'un appartement dont on est propriétaire).

Les inégalités de patrimoine sont les plus importantes, elles sont nettement supérieures aux inégalités de revenus.

Cela s'explique par le fait que les ménages qui ont les plus hauts revenus sont ceux qui ont une propension à épargner qui est la plus élevée, ce qui vient augmenter leur patrimoine.

On peut expliquer ces fortes inégalités par deux grands facteurs :

- Le fait que le patrimoine a pour origine en partie des héritages de successions se qui tend à la reproduction des inégalités.
- Le fait que les revenus du capital aient fortement augmenté du fait notamment de l'envol des prix de l'immobilier

Le fait que les inégalités de revenus soient les plus importantes, va dans le sens de la théorie marxiste qui met en avant l'inégale répartition du capital comme source principale d'inégalité. (Distinction entre ceux qui possède le capital et ceux qui vendent leur force de travail)

b) Comment mesurer les inégalités ?

-> Pour mesurer les inégalités de revenus, on peut calculer un rapport interdécile

<http://www.ac-versailles.fr/PEDAGOGI/ses/production/inegalsuite.html>

$D9/D1$  , on peut prendre comme valeur du décile

-soit le revenu maximum ( $D1$  représente alors le revenu maximum des 10% les plus pauvres et  $D9$  le revenu maximum des 90% les plus pauvres ou le revenu minimum des 10% les plus riches)

Dans ce cas il s'agit de l'écart entre le revenu maximum des 10% les plus pauvres et le revenu minimum des 10% les plus riches

-soit le revenu moyen du décile. Du coup, le revenu moyen du  $D10$  est plus élevé et l'écart  $D10/D1$  va être plus important.

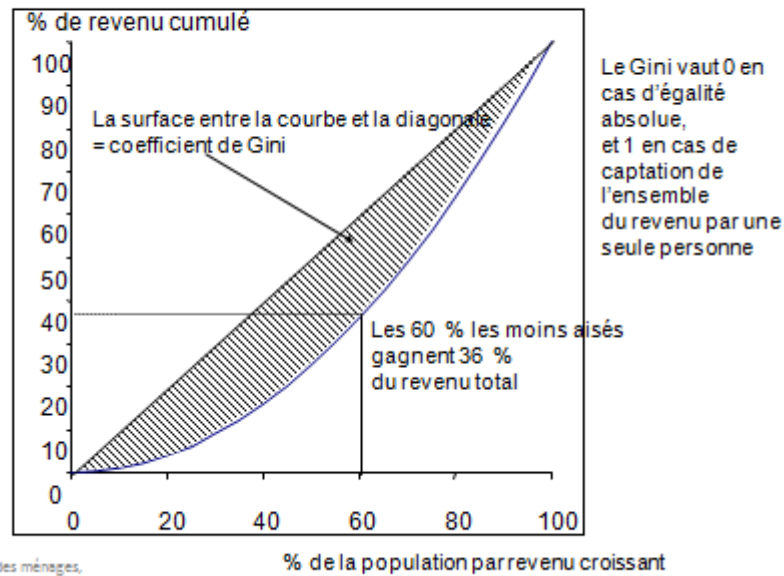
On peut aussi calculer des écarts sur des % plus petits, comme des  $P90/P10$ , ou sur des regroupements plus grands (écarts interquartiles 25% et interquintiles 20%).

Plus les regroupements sont petits, plus on s'intéresse aux extrémités de l'échelle (des revenus ou des patrimoines), plus les écarts sont grands.

->Pour avoir une image plus générale des inégalités de revenus ou de patrimoine, sur l'ensemble de la population, on peut tracer une courbe de Lorenz avec en abscisses les % des effectifs cumulés et en ordonnées, les % cumulés croissants du revenu total.

Plus la courbe s'écarte de la droite d'équi-répartition, plus la répartition est inégalitaire.

DOCUMENT 2: Courbe de Lorenz et coefficient de Gini :



->Si on veut regarder par exemple, l'évolution des inégalités dans la population, on peut mettre cette représentation graphique sous forme d'un coefficient, qu'on appelle le coefficient de Gini (mesure la surface entre la courbe et la bissectrice) : plus le coefficient de Gini est proche de 100, plus la répartition est inégalitaire.

### c) Les inégalités sociales

Ici la différence se traduit par un désavantage dans l'accès aux ressources symboliques, valorisées par la société. Les principales **inégalités sociales** sont les inégalités culturelles, .....

**Les inégalités face à la culture** : Là encore les facteurs économiques jouent mais pas seulement. Ces inégalités dans les pratiques culturelles sont déterminées d'une part par des inégalités de revenus mais aussi et surtout par des inégalités dans l'accès à la **culture légitime** (au sens de P. Bourdieu - 1930-2002) qui sont produites en interaction avec les inégalités scolaires et par conséquent les inégalités dans les niveaux d'études.

S'agissant de la question de l'échec scolaire, on observe également en France d'importantes inégalités de situation malgré le phénomène de massification de l'enseignement.

Lorsque l'on retrace le parcours scolaires d'élèves en France qui sont entrés en 6<sup>ème</sup> en 1989 on peut mettre en avant plusieurs inégalités :

- 1) 13,4 % des enfants d'ouvriers non qualifiés n'ont jamais atteint la classe de 3<sup>ème</sup> (contre seulement 1,5 % des enfants de cadres) ;
- 2) Parmi ceux qui atteignent la classe de 3<sup>ème</sup>, 40,5 % des enfants d'ouvriers non qualifiés sont orientés en seconde cycle professionnel (afin de passer un BEP) contre seulement 6,5 % des enfants d'enseignants ;
- 3) On peut observer que plus de 17 % des enfants d'ouvriers qualifiés sortent sans aucun diplôme en fin d'études secondaires (presque 25 % pour les enfants d'ouvriers non qualifiés) contre à peine 3,5 % des enfants de cadres sup. ;
- 4) Enfin, plus de 80 % des enfants de cadres qui sont entrés en 6<sup>ème</sup> en 1989 ont obtenu un baccalauréat général ou technologique contre moins d'un tiers des enfants d'ouvriers non qualifiés (et moins de 40 % des enfants d'ouvriers qualifiés).

Ces inégalités scolaires vont avoir un impact sur les inégalités face à l'emploi et les inégalités économiques.

### **Les inégalités face à l'emploi :**

Nous ne sommes pas égaux face au chômage, à la précarité de l'emploi, et aux conditions de travail.

Ces inégalités sont liées à de multiples facteurs : niveaux de qualification, âge (jeunes et séniors), milieu d'origine (favorisé ou non), sexe, lieu d'habitation,...

Les inégalités face à l'emploi sont à l'origine des inégalités économiques.

Elles se sont aggravées avec la flexibilisation du travail qui conduit à une hausse de la précarité qui touche de façon inégalitaire les personnes. (insiders/outsiders, lien avec le dualisme du marché du travail).

### **Les inégalités face à la santé :**

Dans ce cas là les facteurs économiques sont en partie à l'origine des inégalités mais pas seulement.

Il existe de fortes inégalités selon les catégories de la population dans l'accès au soin d'une part, et dans le rapport à la santé d'autre part.

Malgré le système de protection sociale qui permet de couvrir le financement du risque maladie, les études sur cette question montrent que, selon les PCS, le rapport que les individus entretiennent avec leur corps diffère considérablement : les questions de santé (notamment en matière préventive) apparaissent comme secondaires lorsque les dimensions matérielles de la vie sociale ne sont pas garanties (ce qui est le cas pour les catégories populaires).

On assiste par conséquent à un processus cumulatif entre précarité dans le monde du travail et fragilité en matière de santé.

⇒ Ce phénomène a un impact direct sur l'espérance de vie des individus (celle des cadres est nettement supérieure à celle des ouvriers) : l'inégalité dans le rapport à la santé se traduit directement par un phénomène d'inégalité face à la mort.

⇒ La politique mise en place en France à partir de 1998 visant à garantir un accès aux soins minimal pour les catégories les plus défavorisées de la population qui échappe au « filet » de la Sécurité sociale (Couverture Maladie Universelle) est un exemple de politique de redistribution s'inscrivant dans une conception correctrice de la justice sociale.

On peut également mettre en avant des inégalités de soins médicaux liés aux inégalités géographiques. Les régions les plus riches et les plus attractives ont des meilleurs systèmes de santé.

## 1.2 Les inégalités sont cumulatives

### a) Les inégalités sont un processus cumulatif

Les inégalités sont de différentes formes et elles sont aussi bien souvent interdépendantes ce qui nous permet de mettre en évidence un processus cumulatif des inégalités.

Ce caractère cumulatif des inégalités se retrouvent à deux niveaux :

Tout d'abord sur une même génération les catégories défavorisées dans un domaine le sont le plus souvent aussi dans les autres domaines.



Mais il y a aussi processus cumulatif d'une génération sur l'autre car il y a souvent reproduction des inégalités d'une génération sur l'autre.

Ex : Les inégalités de salaires se cumulent avec des inégalités de revenus : ce sont les hauts salaires qui ont généralement le plus d'autres sources de revenus en particulier des revenus du patrimoine.

Il y a aussi interdépendance entre inégalités de revenus et inégalités de patrimoine : les premières engendrant les secondes (du fait de la plus ou moins grande capacité d'épargne) et inversement le fait d'avoir un fort patrimoine permet de bénéficier de forts revenus du patrimoine ce qui accentue les inégalités de départ.

De la même façon les inégalités en terme de conditions de travail entraînent des inégalités face à la maladie et à la mort. Là encore les conditions de travail les plus difficiles sont souvent dans des professions où les salaires ne sont pas élevés.

Les inégalités face au logement entraînent des inégalités face à la santé et à l'école...

Les inégalités forment donc un système : elles s'engendrent les unes les autres et elles forment un processus cumulatif qui entraîne le fait que les privilèges se regroupent à l'une des extrémités de l'échelle sociale tandis qu'à l'autre extrémité il y a une multiplication des handicaps. De plus on voit qu'il y a reproduction des inégalités entre les générations.

b) Le cumul des inégalités peut mener à l'exclusion sociale

### **Qu'est-ce que la pauvreté ?**

La pauvreté est une notion difficile à définir et par conséquent difficile à mesurer. En effet c'est une notion subjective être pauvre ne veut pas dire la même chose selon la société, le milieu social auquel on appartient.

Pour **G. Simmel** on est pauvre à partir du moment où la société nous désigne comme tel en offrant une assistance. Dans cette logique pour être considéré comme pauvre il faut dépendre de l'assistance d'autrui.

La pauvreté est donc une construction sociale car chaque société désignera, aidera, les personnes jugées comme pauvres selon ses propres critères.

- Mesure de pauvreté relative : Cette logique est plus large, pour définir si quelqu'un est dans une situation de pauvreté on compare sa situation avec la situation « normale » de la société dans laquelle il vit. Un ménage sera considéré comme pauvre si ses ressources ne lui permettent pas d'accéder au mode de vie normal de la société à laquelle il appartient. Pour cela on prend comme indicateur le revenu médian (revenu qui sépare la population en 2). On considère que tous les ménages dont les ressources sont inférieures à 60% du revenu médian par unité de consommation est dans une situation de pauvreté.

Le seuil de 60% est celui retenu par l'Union européenne mais là encore il est subjectif, ainsi en France on retenait celui de 50% et il y avait par conséquent 2 fois moins de pauvres qu'avec le seuil de 60%. Selon le critère de pauvreté relative 12% des français sont dans une situation de pauvreté en 2003.

#### ▪ **La pauvreté : Des situations très diverses**

Les indicateurs de pauvreté ne suffisent pas il faut également tenir compte du contexte dans lequel se situe le ménage pauvre.

#### Diversité selon l'ampleur et les conséquences de la pauvreté : (S. Paugam)

3 facteurs influent sur la pauvreté : l'état du marché du travail, état du lien social, l'état de la protection social.

A partir de là Paugam met en évidence 3 formes de pauvreté :

- **Pauvreté intégrée** : fort lien social/faible développement économique (pays en développement). La pauvreté concerne une grosse partie de la population qui forme un groupe social à part entière, très intégré.

- **Pauvreté marginale** : fort développement économique/forte protection sociale (30 glorieuses). La pauvreté ne concerne alors qu'une frange marginale de la population qui est d'autant plus stigmatisée.

- **Pauvreté disqualifiante** : Faible lien social/ Difficulté sur le marché du travail. Pauvreté caractéristique des sociétés occidentales depuis les années 80 (// nouvelle pauvreté). Les difficultés sur le marché du travail fragilisent les individus qui peuvent entrer dans cercle de pauvreté qui peut conduire petit à petit à l'exclusion social du fait du manque de lien social.

Avec cette analyse on voit bien que la diversité des formes de pauvreté nous amène à analyser le lien entre pauvreté et exclusion.

### **La pauvreté un processus qui peut conduire à l'exclusion sociale**

On peut mettre en évidence des facteurs qui caractérisent souvent les ménages en situation de pauvreté, ces facteurs permettent de mettre en évidence que lorsque le lien social, l'intégration sociale est fragilisée, le risque de pauvreté est plus grand. Ainsi on peut dire que bien souvent les pauvres sont des ménages dont l'intégration sociale est fragilisée.

En effet la situation familiale, professionnelle et le niveau d'études sont trois indicateurs de risques.

Facteurs déclencheurs : perte d'emploi - rupture familiale - fragilité financière

Facteurs protecteurs : Emploi stable - niveau élevé de diplôme

Quelqu'un de bien intégré professionnellement et au niveau familial a moins de risque de se retrouver dans une situation de pauvreté.

▪ **La pauvreté un chaînon du processus d'exclusion sociale**

On peut montrer que l'exclusion sociale n'est pas une situation fixée mais elle est le résultat d'un processus. La pauvreté peut faire partie de ce processus car elle est souvent un facteur de rupture de liens sociaux.

Dans cette analyse de l'exclusion sociale on peut mettre en évidence le fait qu'elle ne constitue pas un état mais le résultat d'un processus lié à un cumul de handicaps dont celui de la pauvreté, on distingue deux analyses majeures : S. Paugam (disqualification sociale) et R. Castel (désaffiliation).

Leur analyse porte plus particulièrement sur le chômage et la pauvreté, ils cherchent à mettre en évidence le processus de rupture du lien social qui conduit à l'exclusion sociale.

Pour **Paugam** le processus de disqualification sociale se fait en trois phases :

1) la fragilité. Cette phase est amorcée par un événement : échec professionnel, instabilité de logement, drame familial..., qui engendre un sentiment de déclassement et suscite des comportements particuliers : réduction de la vie sociale, tensions dans les liens familiaux...

Le chômeur perd vite ses points de repère et peut alors connaître une grave crise d'identité.

2) la dépendance. Après une phase plus ou moins longue de découragement et de prise de conscience de l'absence d'espoir d'insertion, le chômeur peut accepter l'aide sociale. Il justifie souvent cette décision par le fait qu'il a des personnes à charge. Toutefois, l'aide ne s'avère jamais suffisante ce qui entraîne parfois par ailleurs un endettement. Mais, elle permet d'éviter l'extrême pauvreté.

3) la rupture. Quand les handicaps se multiplient (problèmes de santé, pertes de contact avec la famille...), on peut assister à la phase ultime du processus de marginalisation. Phase amplifiée si l'alcool ou la drogue intervient, ou si les liens familiaux - forme élémentaire de la solidarité - sont rompus.

**Castel** distingue trois zones dans lesquelles peuvent se situer les individus :

La zone d'intégration : stabilité de l'emploi (garanti de travail permanent) et stabilité des relations sociales. On dispose des garanties d'un travail permanent et que l'on peut mobiliser des supports relationnels solides.

La zone de vulnérabilité : précarité du travail et fragilité relationnelle

La zone de désaffiliation sociale : absence de travail et isolement social.

Le point commun entre ces deux analyses c'est qu'elles mettent en évidence que le phénomène d'exclusion sociale est le résultat d'un processus. On n'est pas exclu on le devient petit à petit, et la pauvreté peut être une étape de ce processus car elle fragilise l'individu qui a alors plus de risque de vivre des ruptures de liens sociaux, l'amenant à une situation d'exclusion (disqualification ou désaffiliation).

▪ **Mais la pauvreté n'est pas toujours synonyme d'exclusion sociale**

La pauvreté n'entraîne pas forcément une rupture des liens sociaux :

- Tout d'abord on l'a vu avec la typologie de Paugam : être pauvre peut vouloir dire faire partie d'un groupe social dans lequel les liens sociaux sont forts
- L'impact de la pauvreté sur l'intégration sociale dépend aussi beaucoup du regard que porte la société sur les ménages fragilisés économiquement. L'exclusion sociale est le résultat d'une interaction c'est en partie la société qui exclue. Ainsi, si une société se dote d'un système de protection sociale fort elle peut limiter la fragilité des ménages pauvres et par la même leur exclusion.
- La pauvreté est premièrement économique, on peut connaître des ruptures professionnelles mais garder un fort réseau social à côté. (caractère multidimensionnel de la pauvreté qui ne touche pas aussi profondément tous les individus).

c) Un exemple particulier : les inégalités selon le genre

=Les inégalités homme/femme

Ici l'origine des inégalités n'est pas économique elle est liée au genre.

Dans les sociétés démocratiques l'égalité de droits entre hommes et femmes est reconnue mais cela n'empêche pas l'existence d'inégalités dans les faits.

Dans la sphère privée : même si les choses évoluent, les études sur la répartition des tâches ménagères montrent que ce sont les femmes qui passent le plus de temps pour ces tâches domestiques. Cela renforce la surcharge de travail pour les femmes (femme active + maman) et diminue ainsi d'autant le temps de loisirs.

Dans la sphère économique :

A diplôme égal et poste équivalent une femme gagne en moyenne 30% de moins qu'un homme.

Les femmes sont très peu présentes dans les postes à hautes responsabilités (postes de direction). Elles travaillent le plus souvent dans le tertiaire où les salaires sont moins élevés). (Ces deux inégalités sont fortement liées aux inégalités dans le système scolaire : l'orientation est fortement influencée ; les filles font des études moins prestigieuses alors qu'elles réussissent mieux dans le secondaire et les filières choisies conduisent à des emplois spécifiquement féminins)

Les femmes sont plus touchées par le chômage et la précarité (temps partiel subi notamment). Elles ont des carrières plus discontinues ce qui a un impact négatif sur leurs futures retraites.

Dans la sphère politique :

Les femmes accèdent plus difficilement aux hautes responsabilités politiques.

Malgré la loi sur la parité elles sont moins présentes sur les listes électorales et dans les instances représentatives.

Toutes ces inégalités sont largement liées au fait que le rôle de s'occuper des enfants est principalement dévolue aux femmes qui accepteront moins facilement des postes à responsabilités et qui se les verront moins proposé.

### 1.3 Les inégalités existent aussi au niveau international

- L'évolution des inégalités au niveau international

Les inégalités de revenus sont plus difficiles à comparer à l'échelle internationale que les inégalités de salaires, car il est difficile de prendre en compte les mêmes catégories de revenus et de transferts dans les différents pays.

Pour ces deux catégories, on retrouve les mêmes tendances :

- Dans tous les pays, les inégalités subsistent, malgré l'augmentation du niveau de vie moyen. Les inégalités de revenus sont supérieures aux inégalités de salaires.
- Dans les PDEM, on observe une réduction des inégalités sur l'ensemble du 20<sup>e</sup> siècle, avec cependant une légère remontée des inégalités de revenus à partir des années 80. Les pays nordiques (Allemagne, Belgique, Suède, Norvège), sont caractérisés par des écarts de revenus inférieurs aux pays anglo-saxons (3 contre 5.5)
- A l'échelle internationale, c'est-à-dire entre les pays, les inégalités ont augmenté jusqu'à la fin de la 2<sup>e</sup> guerre mondiale (certains pays connaissant un développement fulgurant, d'autres pas), depuis certaines inégalités augmentent d'autres baissent :  
Par exemple, si on compare le PIB par habitant (en PPA) des 20 pays les plus riches/ aux 20 pays les plus pauvres, on peut voir que les inégalités ont augmenté.

Mais, les 20 pays les plus pauvres ne concernent que 5% de la population mondiale. D'où l'intérêt de regarder le revenu moyen par habitant pour prendre en compte la taille de la population : par exemple, si on regarde l'Asie, on voit qu'elle représente la moitié de la population mondiale et les inégalités s'y réduisent.

- Les pays sud-américains se distinguent par une inégalité supérieure aux pays occidentaux les plus inégalitaires
- Les pays asiatiques, ainsi que les pays africains se caractérisent généralement par une inégalité de revenus égale ou inférieure à celle des pays occidentaux les moins inégalitaires.

- La comparaison internationale est également difficile dans les pays communistes et dans les pays les plus pauvres, du fait de très nombreux avantages en nature difficiles à quantifier de façon monétaire.
- L'écart de revenus entre l'Occidental de 1870 et celui de 1990 (d'environ 10) est quasiment équivalent à l'écart entre le revenu moyen du Chinois ou de l'Indien et celui de l'occidental aujourd'hui.

## 2. La dynamique de la structure sociale

### 2.1 Comment analyser la structure sociale ?

->Lorsque l'on analyse la société en mettant en évidence les hiérarchies entre les groupes qui la composent, on analyse la **stratification sociale**.

**Stratification sociale** : ensemble de systèmes de hiérarchisation sociale entre les membres d'une société.

Lorsque l'on analyse la société en mettant en évidence l'existence de groupes différents sans chercher à les hiérarchiser, on analyse la **structure sociale**.

**Structure sociale** : répartition de la population en groupes sociaux différenciés dans une société à une époque donnée.

De façon globale, lorsque l'on s'intéresse à la hiérarchie globale sans isoler un critère spécifique de classement (une inégalité expliquant la hiérarchie) on mettra en évidence les différentes strates sociales qui composent la société.

**Strate sociale** : ensemble d'individus ayant des caractéristiques communes qui permettent de les situer au même niveau dans la hiérarchie sociale.

Lorsque le critère de classement entre les groupes est essentiellement lié aux inégalités économiques on parlera de classe sociale.

**Classe sociale** : groupe social dont l'origine est économique (place dans le rapport de production) et qui se distingue des autres groupe par un niveau de vie, un mode de vie et des pratiques culturelles spécifiques. Les classes sociales sont marquées par une tendance à l'hérédité sociale.

Lorsque le critère de classement entre les groupes est essentiellement lié aux inégalités de prestige on parlera de position sociale.



**Position sociale** : fonction sociale qui entraîne une possibilité plus ou moins grande d'accès aux récompenses et aux gratifications (reconnaissance d'un statut social).

->En fonction de comment on analyse la structure sociale, on va tirer des conclusions différentes sur l'évolution des rapports sociaux.

-si on fait une analyse en terme de classe sociale, on suppose qu'il y a une échelle hiérarchique entre les groupes sociaux et les rapports sociaux sont alors des rapports de domination

-si on fait une analyse en terme de strate, alors on considère que les groupes sociaux reposent sur des critères multiples et les rapports sociaux sont fondés sur une hiérarchie multiple.

## 2.2 On peut ainsi considérer qu'il y a aujourd'hui encore une bipolarisation de la société française (=que les classes sociales existent encore)

a) Parce que les classes sociales sont inhérentes au système capitaliste et les rapports sociaux sont des rapports de domination (Marx, Bourdieu)

## MARX

->l'analyse marxiste des classes sociales est une analyse holiste (macro-sociologique) de la stratification sociale : pour lui, les classes sont une réalité objective qu'il suffit d'observer.

-La division de la société en classe résulte des rapports de production : le fait d'être ou non propriétaires des moyens de production (prolétaires ou capitaliste) détermine la position de classe des individus.

-Placés dans les mêmes conditions matérielles d'existence, les membres d'une classe développent une « conscience de classe », c'est à dire une conscience sociale de leur être collectif, de leurs intérêts communs. La classe sociale est indispensable pour que la classe sociale ne soit pas une simple catégorie, mais devienne un acteur du changement social.

-L'appartenance à une classe particulière est objective (il n'appartient pas aux individus de choisir leur position de classe.

-> Les rapports de production engendrent des antagonismes fondamentaux entre les classes : dans toute société capitaliste, l'intérêt des détenteurs du capital est d'augmenter la plus-value, ce qui se fait au détriment des salaires, qui risquent de baisser en-deçà du salaire de subsistance. Ceci génère l'exploitation des prolétaires par les capitalistes.

Ainsi, la notion de classe est inséparable de celle de luttes des classes : les conflits viennent des intérêts antagonistes et des inégalités.

## BOURDIEU

-> l'analyse de Bourdieu propose une approche actualisée du marxisme : pour lui, les classes sociales existent toujours mais elles ne sont pas quelque chose de permanent (on peut passer d'une classe à l'autre). Cela lui permet de prendre en compte l'existence d'une certaine mobilité sociale dans les sociétés contemporaines. De plus, la construction des classes sociales doit prendre en compte plusieurs critères à côté du critère économique.

-> Pour Bourdieu, les classes sociales se distinguent par la possession de 4 types de capital :

-le capital économique, que l'on peut assimiler à la richesse (revenus et patrimoine)

-le capital culturel, qui peut prendre différentes formes (diplômes, tableaux, disques, livres,...) et qui se manifestent dans l'habitus.

-le capital social qui est constitué des réseaux relationnels

-le capital symbolique, c'est-à-dire l'apparence physique, la réputation, le nom, les décorations,...

->Pour Bourdieu, les classes sociales se définissent non seulement par le volume de capital possédé, mais aussi par sa structure (ex professeur/commerçant). Il existe des rapports de domination entre les classes, par exemple, au sein de l'école, les classes dominantes cherchent à asseoir leur domination en définissant dans les programmes ce qui est « bon » à savoir.

## b) Retour des inégalités et persistance des classes ?

-Il y a trois grands facteurs explicatifs :

a) la fin de la réduction des inégalités de salaires (« l'éventail des salaires ne se resserre plus »), on même vu qu'en ce qui concerne les extrême on peut mettre en évidence une recrudescence des inégalités car les très hauts salaires augmentent beaucoup plus vite que les autres ;

b) les évolutions du marché du travail marqué par la montée du chômage et la précarisation de l'emploi, qui entraîne une baisse du niveau de vie pour toute une catégorie d'actifs touchés par la précarité ;

c) le boom des marchés financiers et immobiliers qui entraînent une forte hausse des revenus du patrimoine qui bénéficient aux catégories déjà aisées. Ce dernier élément est a nuancé aujourd'hui étant donné la crise financière et immobilière)

Rem : Ce renouveau des inégalités et marqué aussi par le développement de nouvelles inégalités (générationnelle et intra catégorielle principalement). En effet, la précarité touche toutes les catégories socioprofessionnelles (pas dans les mêmes proportions mais quand même) et elle touche principalement les jeunes. (cf. partie sur la diversité des inégalités)

Ce renouveau des inégalités et peu visible dans les indicateurs statistiques pour trois raisons :

-tout d'abord l'action de l'Etat tend à amortir les effets de la précarité ce qui limite l'impact sur les inégalités,

-de plus le renouvellement des générations fait que les retraités aujourd'hui qui sont issus de la génération du baby boom voient leur situation s'améliorer par rapport aux retraités des générations antérieures, le niveau de vie des retraités tend donc à s'améliorer. (Rem : avec le développement de la précarité cela ne sera plus vrai pour les générations suivantes et on peut s'attendre à une dégradation du niveau de vie des retraités dans les générations suivantes).

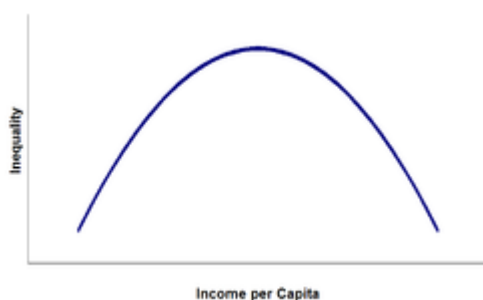
-Enfin les indicateurs ont du mal à apprécier la hausse des revenus du patrimoine qui bénéficient de possibilité de défiscalisation or les données sont liées aux revenus déclarés.

Le creusement des inégalités depuis les années soixante dix qui semble illustrer un retour des classes sociales.

- L'approche de Marx pourrait donc ramener à remettre en cause l'idée d'une société divisée en classe sociale, faute de « conscience de classe », alors que l'approche de Weber reposant sur l'idée qu'existent des groupes inégaux suffit à justifier une lecture sociétale en terme de classe.
- D'un point de vue « objectif », les inégalités entre les classes sociales, si elles se sont réduites sur le dernier siècle n'ont pas disparu et ont même tendance à s'accroître à nouveau sur les années récentes. On peut même repérer l'apparition de nouvelles inégalités
- Les emplois précaires forment les contours d'un « nouveau prolétariat », ce qui permet à certains sociologues de parler d'une polarisation de la société sur l'image d'une société avec aux extrêmes deux groupes les exclus et les inclus (A.Lipietz)
- On peut aussi remarquer l'enrichissement des classes supérieures, l'amélioration du sort des salariés des classes populaires qui font l'objet de l'attention de la classe politique et l'abandon des classes moyennes (L.Chauvel)

### 2.3 Dans une certaine mesure, on peut parler d'une moyennisation de la société française (=et considérer que les classes sociales ont disparu)

a) Parce qu'on assiste à une réduction séculaire des inégalités



La courbe de Kuznets montre un graphique en U inversé : l'axe des ordonnées représente les inégalités ou le coefficient de Gini généralement confondus ; l'axe des abscisses représente le temps ou le revenu par tête

En exploitant les statistiques de revenus des Etats-Unis de 1913-1948 **Simon Kuznets** (1901-1985) va montrer que les inégalités de revenus entretiennent des relations contradictoires avec la croissance, elle décrit une courbe en forme de cloche, appelée « courbe de Kuznets ». Les inégalités (mesurées grâce au coefficient de Gini) ont tendance à s'accroître durant le processus de développement (mesurée grâce au PIB par habitant) dans une première phase (industrialisation et urbanisation), puis elles ont tendance à décroître dans les sociétés développées.

L'interprétation la plus classique est que les inégalités de revenus sont dans un premier temps inéluctables pour permettre l'accumulation du capital, quand l'épargne d'un petit groupe à revenus élevés est nécessaire durant la phase de décollage. En revanche dans les sociétés développées, la mise en place progressive de systèmes de protection sociale, et la dynamique de la société de consommation, ont tendance à réduire les inégalités.

Cette loi de Kuznets permet également de faire des comparaisons internationales parce que les pays à revenu intermédiaires ont généralement des inégalités plus grandes que les pays pauvres ou les pays riches. Pourtant dans les années 80 les inégalités ont recommencé à augmenter dans certains pays occidentaux (ex : Etats-Unis) ce qui remet en cause la courbe de Kuznets.

### **Les explications de la réduction des inégalités**

-La fin des rentiers (mise en place des impôts, guerres, crises de 1929,...cf.

-L'industrialisation et le développement du salariat : si dans un premier temps les rémunérations sont plus inégalitaires dans les secteurs industriels par la suite le système de rémunération devient plus égalitaire (notamment grâce à la croissance des 30 glorieuses qui profitent aux salariés car le partage la

valeur ajoutée leur est favorable). De plus la part des revenus du capital dans les revenus diminue or ce sont les revenus les plus inégalitaires donc la réduction de leur importance a un impact positif sur la réduction des inégalités. La part des indépendants dans la population active diminue également (processus de salarisation) ce qui a aussi un impact positif sur la réduction des inégalités car dans cette catégorie les revenus sont très inégalitaires.

-L'intervention de l'Etat et la politique redistributive : C'est pendant les 30 Glorieuses que le système de redistribution s'est développé et va permettre une réduction des inégalités dans un contexte de croissance économique. C'est aussi le développement du droit du travail qui va permettre aux salariés de bénéficier d'un partage de la valeur ajoutée qui leur sera plus favorable car ils auront plus de poids dans le dialogue social.

b) Parce qu'on assiste à une homogénéisation des modes de vie et à une disparition des classes sociales

- Cette réduction séculaire des inégalités qui remet en cause la notion de classe sociale.

Le processus de réduction des inégalités qu'a connu la France a conduit certains sociologues (H. Mendras) à remettre en question le concept de classe sociale, ces dernières n'étant plus pertinentes pour analyser une société moyennisée dans laquelle les différenciations entre les groupes ne se feraient plus sur des critères économiques.

-La réduction des inégalités conduit à une homogénéisation des modes de vie

Au-delà du rapprochement des revenus et des niveaux de vie on peut mettre en évidence le fait que durant les 30 Glorieuses, avec le développement d'une consommation de masse, les modes de vie se sont rapprochés.

**Mode de vie** : Façon de vivre, de consommer, d'utiliser les loisirs ; d'un ménage ou d'un groupe social.

**Niveau de vie :** Pouvoir d'achat, quantité de biens et de services dont peut disposer un ménage ou un groupe social étant données ses ressources (revenu disponible).

Les éléments qui illustrent cette homogénéisation des modes de vie sont divers :

- Au niveau des pratiques culturelles et des loisirs: il y a une démocratisation de certaines pratiques, on peut mettre en évidence en particulier l'évolution du taux de départ en vacances entre 1964 et aujourd'hui. On qu'on est passé de 44% de la population qui part en vacances à 65%. Plus de la moitié des français partent en vacances en 2004 ce qui est 1,5 fois plus élevé qu'en 1964, le départ en vacances est une pratique qui s'est démocratisée.  
Si l'on observe l'évolution des coefficients budgétaires, on s'aperçoit que pour la catégorie culture l'écart entre cadre et ouvrier s'est fortement réduit entre 1956 et 2003 (alors que les cadres consacraient une part deux fois plus élevée de leur budget à la culture et aux loisirs en 1956 l'écart n'est plus que de 1,26 en 2003)
- Au niveau des normes de consommation: avec la croissance des 30 Glorieuses on a vu apparaître une consommation de masse qui a permis un rattrapage en termes d'équipement des ménages. Alors que la plupart des équipements électroménagers étaient réservés à quelques privilégiés dans les années 1950, le taux d'équipement des ménages n'a cessé d'augmenter et aujourd'hui la plupart des ménages possèdent un réfrigérateur, une voiture, un lave linge...On peut également mettre en évidence que pour des équipements apparus plus récemment (mobile ou ordinateur) la démocratisation a été très rapide (en particuliers pour les mobiles).

-Cette homogénéisation des modes de vie s'explique par un processus de moyennisation qui l'accompagne.

**Moyennisation :** émergence d'une vaste classe moyenne englobant progressivement l'ensemble de la société.

**Classe moyenne :** Il n'y a pas de définition arrêtée des classes moyennes mais on peut utiliser différents critères pour les mettre en évidence :

- Le positionnement moyen en terme de revenu, de hiérarchie et de diplôme  
Il est à noter que selon les critères de définition que l'on prendra le groupe aura une importance plus ou moins grande. On s'accorde à dire qu'il regroupe

principalement les professions intermédiaires auxquelles on peut rajouter les frange inférieure des classes moyennes et la frange supérieure des employés et des ouvriers (ouvriers qualifiés et employés du secteur public))

Ce concept de moyennisation a particulièrement été mis en avant par H. Mendras (1927-2003), pour lui l'analyse en terme de classes n'est plus pertinente. Il va analyser la structure sociale en donnant une image cosmographique de la société dans laquelle la société prend l'allure d'une toupie où les groupes sociaux s'organisent en « constellations » :

- La *constellation populaire* formée des ouvriers et des employés, proches par leur niveau de revenus, d'éducation et de condition de travail.
- La *constellation centrale* regroupe les cadres supérieurs et les professions intermédiaires
- Les indépendants : chef d'entreprise, artisans, commerçant, profession libérale, commerçant et exploitant agricole
- L'élite d'un côté et les pauvres forment les deux extrêmes de la toupie.

Mendras va montrer qu'à partir des années 1950 les deux constellations prennent de plus en plus d'ampleur et finissent par englober presque toute la société. C'est ce processus qu'il va appeler la moyennisation.

Cette moyennisation s'explique par différents facteurs structurels :

- démocratisation de l'enseignement qui conduit à une élévation des qualifications
- montée des PCS des professions intermédiaires et des cadres au détriment de celles des ouvriers et dans une moindre mesure des employés pour lesquels l'augmentation de la part se ralentit

-Ce double phénomène tend à remettre en cause la pertinence du concept de classe sociale pour analyser la structure sociale

L'apparition d'une vaste classe moyenne qui englobe presque toute la société remet en cause le concept de classe sociale et ce pour plusieurs raisons :

- D'un point de vue marxiste on peut remettre en cause la notion de classe sociale car avec l'homogénéisation des modes de vie il y a une disparition de la conscience de classe. Il n'y a plus vraiment d'intérêts communs propres à un groupe car tous les groupes tendent à se ressembler. De plus



avec la mobilité sociale forte des 30 glorieuses les individus peuvent espérer connaître une mobilité sociale ascendant au cours de leur vie ils acceptent d'autant mieux les intérêts des classes supérieures qu'ils peuvent espérer y accéder.

- D'un point de vue wébérien on peut également remettre en cause le concept de classe sociale puisqu'avec la réduction des inégalités, les niveaux de vie se rapprochent et il est plus difficile de distinguer les groupes sur ce critère, d'autant plus que les normes de consommation se rapprochent.

c) Les rapports sociaux seraient donc fondés sur une hiérarchie multiple

L'analyse en termes de strates sociales

L'analyse en termes de strates regroupe tous les auteurs nominalistes. Ce sont donc des analyses qui considèrent les hiérarchies en s'appuyant sur la simple observation d'une différence de niveau dans la hiérarchie, différence qui peut être liée à différentes inégalités.

On oppose cette analyse en termes de strates à l'analyse en termes de classes que l'on vient de voir.

### **WEBER : Une analyse multidimensionnelle**

Pour Weber, la société est constituée de plusieurs dimensions dans lesquelles on peut établir des hiérarchie différentes basées sur des critères différents

Première dimension = économique donc analyse en terme de classe

**Classe** (pour Weber): Ensemble d'individus ayant les mêmes chances de disposer de biens et de services vendus sur un marché. (Même niveau de vie)

Deuxième dimension = la dimension sociale, qui est basée sur le statut des individus hiérarchisé selon le prestige de leur position sociale. On détermine ainsi des **groupes de statut**.

Troisième dimension = la dimension politique, qui permet de distinguer des **partis** qui regroupent des individus cherchant à conquérir le pouvoir ou à l'influencer. On hiérarchise les partis en fonction du pouvoir politique réel qu'ils ont ou de l'influence qu'ils ont sur ce dernier.

Remarque : Il n'y a pas forcément de correspondance entre les différentes positions dans différents hiérarchies.

Exemple : le leader syndical et le plombier.

### Les différences avec l'analyse de Marx :

L'analyse de Weber contrairement à celle de Marx n'est pas **réaliste** mais **nominaliste**.

C'est-à-dire que pour Weber les strates n'ont pas d'existence effective, ce sont des catégories construites pour l'analyse sociologique, il s'agit d'un regroupement d'individus selon des caractéristiques définies. Cela implique une autre différence, il n'y a pas forcément conflit, antagonisme entre les classes puisqu'il n'y a pas forcément conscience de classe.

Ainsi l'analyse de Weber met en avant des catégories sociales hiérarchisées en strates superposées. (Les individus n'ont pas forcément conscience d'appartenir à une même catégorie). L'analyse de Marx met en avant des groupes sociaux hiérarchisés en classes sociales. (Les individus ont forcément conscience d'appartenir à la même classe).

Distinction entre groupe social et catégorie sociale : dans le premier cas cela implique la conscience d'appartenir au même groupe.

## **WARNER**

Cette analyse repose sur une série d'études effectuées à la Nouvelle Angleterre entre 1941 et 1949. Les individus sont classés dans différentes strates sur la base de ces études. Les strates sont donc de simples agrégats d'individus, sans qu'il y ait forcément conscience d'appartenance de la part des individus. On est donc dans une logique de catégories sociales.

La classification se base sur 2 méthodes d'investigation :

- La première consiste à questionner au cours d'entretien, des « informateurs » sur leur perception générale de la stratification sociale et on leur demande de classer des personnes dans un certain nombre de strates.

- La deuxième consiste à construire un indice statuaire en faisant la moyenne pondérée de diverses caractéristiques hiérarchisées (profession, revenu, quartier habité, nature de l'habitat,...) et à regrouper les individus selon cet indice.

Il met en évidence 3 grandes strates (upper, middle et lower) qui se divisent chacune encore en deux. On obtient donc six strates :

- La « upper-upper class » : qui correspond à l'aristocratie sociale
- La « lower-upper class » : qui correspond aux nouveaux riches
- La « upper-middle class » : classe moyenne aisée
- La « lower middle class » : petite bourgeoisie
- La « upper lower class » : classe inférieure honnête
- La « lower-lower class » : population à statut précaire

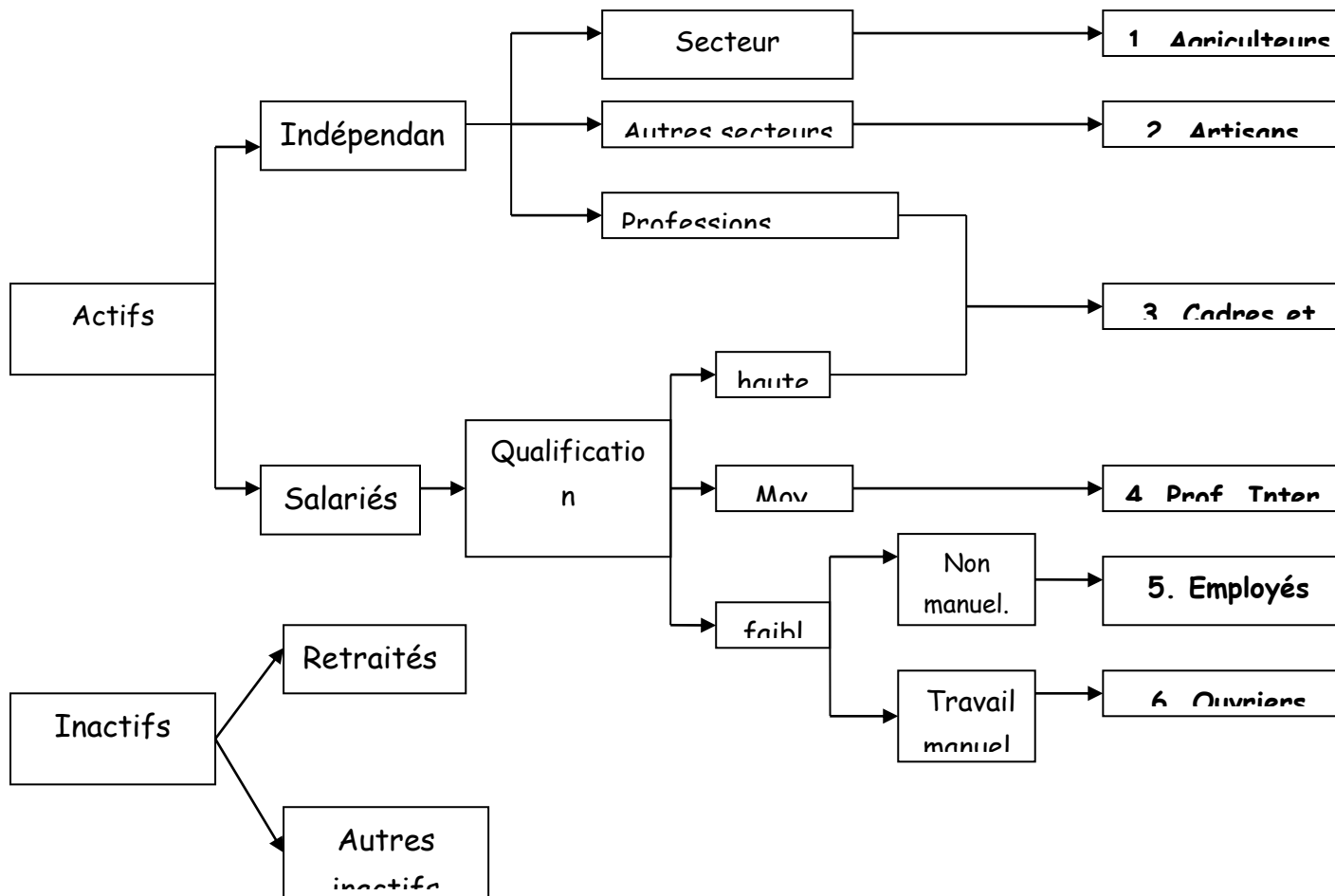
- Le regroupement statistique des PCS

### Les PCS

Les PCS sont une nomenclature mis en place par l'INSEE afin d'étudier la structure sociale. Il s'agit donc de regrouper les individus dans des catégories statistiques en fonction de différents critères. L'objectif est d'obtenir des catégories homogènes socialement c'est dire qui vont regrouper des individus qui se ressemblent, qui ont des pratiques sociales et culturelles similaires. Il n'y a ici aucune logique de hiérarchisation, il s'agit d'un simple regroupement statistique en catégories sociales.

Il y a 8 catégories socioprofessionnelles, 6 regroupent des actifs et 2 des inactifs.

Logique de construction :



Remarque :

- A aucun moment le critère de revenu n'apparaît dans la nomenclature.
- Cette nomenclature est utile pour étudier la structure sociale car elle permet à la fois de mettre en évidence les évolutions de la structure sociale et les différences sociales.
- Cette nomenclature n'est pas sans défauts parce que les catégories ne sont pas toujours très homogènes et parce que certaines évolutions de la société le rende moins pertinente (ex : la montée de la précarité remet en cause le regroupement professionnel car on sein d'une même on aura des situations très différentes selon le degré de précarité de l'emploi)

### 3 La multiplicité des critères de différenciation sociale dans les sociétés postindustrielles

#### 3.1 Vers la fin des classes sociales ?

#### CORRIGE COMPLET DU SUJET DE DISSERTATION

**« Dans quelle mesure la société française est-elle encore une société de classe ? »**

Dans la société française de l'Ancien Régime, les groupes sociaux sont hiérarchisés en ordres disposant chacun de privilèges inégaux. Avec la Révolution française, cette hiérarchie de droit disparaît. Pourtant, même dans la société française contemporaine subsiste une hiérarchie dans les faits. Nous pouvons alors nous demander dans quelle mesure la société française aujourd'hui est encore une société de classe ? Est-ce que l'on peut identifier dans notre société au moins deux groupes sociaux antagonistes déterminés par leur place dans le processus de production et qui ont conscience de former une classe sociale, ou bien, est-ce qu'on peut seulement identifier des groupes réunis autour de caractéristiques socio-économiques identiques entre les membres du groupe et différentes de celles des autres groupes ? Nous verrons tout d'abord que les classes sociales au sens marxiste disparaissent parce que les frontières entre les classes disparaissent, mais que l'on peut identifier l'apparition de nouvelles classes sociales, au sens wébérien du terme, c'est-à-dire de groupes d'individus socio économiquement homogènes entre eux.

En effet, dans la société française actuelle, on assiste à un effacement des frontières de classes parce qu'il y a une homogénéisation des modes de vie et une moyennisation de la société française. L'homogénéisation des modes de vie s'explique par une élévation générale des niveaux de vie et par une uniformisation de la consommation.

La hausse du niveau de vie, c'est-à-dire du pouvoir d'achat, s'explique par la hausse des revenus et la baisse des prix. En effet, on peut voir que le revenu mensuel médian d'un célibataire a été multiplié environ par 2 entre 1970 et 2005. Cela s'explique par la croissance économique mais aussi par l'intervention de l'Etat qui grâce à la redistribution des revenus permet la stabilisation voir l'augmentation des revenus, surtout des plus pauvres. La baisse des prix des produits courants a été permise par la production de masse mise en place pendant les 30 Glorieuses.

Cette hausse généralisée du niveau de vie va se traduire par une uniformisation des coefficients budgétaires : alors qu'en 1956 le coefficient budgétaire de l'alimentation des ouvriers est deux fois plus élevé que celui des cadres, il est aujourd'hui sensiblement similaire. Cette évolution correspond à la loi d'Engel : plus le revenu augmente, plus les ménages peuvent consacrer une part importante de leur revenu aux biens de seconde nécessité. On voit par exemple que les ménages disposent d'un taux d'équipement en biens électroménagers élevé (on peut observer que 98% des ménages français disposent d'une télévision, d'un réfrigérateur, ... en 2005). Cette uniformisation de la consommation se traduit aussi par une homogénéisation des pratiques culturelles : le taux de départ en vacances a augmenté de 21 points de pourcentage entre 1964 et 2004, tous les ménages, quelque soit leur

PCS vont régulièrement au cinéma ( on peut voir seulement 2 points d'écart entre la part des cadres et celle des professions intermédiaires allant au cinéma en 2004).

Ainsi, on peut dire que l'effacement des frontières de classe s'explique en partie par l'homogénéisation des modes de vie résultant de la hausse des niveaux de vie et de l'uniformisation de la consommation. L'effacement des frontières de classe s'explique aussi par la moyennisation de la société.

La moyennisation se caractérise à la fois par l'apparition des classes moyennes et par une forte mobilité sociale.

De plus en plus d'individus se retrouvent dans les classes moyennes, c'est-à-dire dans des groupes sociaux qui se caractérisent par des revenus, des diplômes, des positions hiérarchiques intermédiaires. Ces groupes sociaux sont hétérogènes et regroupent aussi bien les employés et les professions intermédiaires que les ouvriers les plus favorisés ou les cadres aux plus faibles revenus. Par exemple, les cadres de la fonction publique comme les ouvriers se reconnaissent comme appartenant à la classe moyenne .Ce mouvement a été engendré par la hausse des qualifications, la salarisation et la tertiarisation de la population active. Il ne s'agit donc pas de classes sociales au sens marxiste mais bien plutôt de groupes dont les frontières de classes se sont effacées.

Cette moyennisation s'accroît par l'existence d'une mobilité sociale permise par la démocratisation de l'enseignement qui favorise la hausse des qualifications : il est donc aujourd'hui plus facile de passer d'une PCS à une autre, de ne pas appartenir à la même PCS que celle de son père, donc de passer d'un groupe social à un autre. Cela signifie qu'il y a moins d'hérédité sociale, dans le sens où, par exemple, grâce aux études un fils d'ouvrier peut devenir aujourd'hui plus facilement cadre.

Ainsi, l'effacement des frontières entre les classes dans la société française actuelle est permis non seulement par l'homogénéisation des modes de vie mais aussi par la moyennisation de la société. Les classes sociales au sens marxiste du terme semble donc avoir disparu, c'est-à-dire qu'il n'y a plus de groupes antagonistes différenciés et déterminés par leur place dans le processus de production.

Pourtant, les années récentes semblent se caractériser par une persistance des inégalités économiques et sociales et l'apparition d'une nouvelle pauvreté qui peut faire penser à l'apparition de nouvelles classes sociales, au sens weberien du terme, c'est-à-dire de groupes sociaux qui partagent des caractéristiques identiques entre eux et distinctes de celles des autres groupes.

En effet, on peut repérer dans notre société, la persistance d'inégalités économiques et sociales importantes entre les groupes sociaux. Les inégalités économiques sont tout d'abord les inégalités de revenu. Si les inégalités se resserrent sur les 30 dernières années, les revenus continuent à augmenter plus vite pour les plus riches et aujourd'hui les revenus des cadres sont encore fois supérieurs à ceux des ouvriers . Ces inégalités sont fortement influencées par le nombre de personnes dans le ménage. Les inégalités de patrimoine sont les inégalités

économiques les plus importantes car elles sont cumulatives (plus on a de revenus, plus on a de chance d'avoir un fort patrimoine) et parce qu'elles sont transmises par héritage.

Les inégalités économiques sont en partie responsables des inégalités sociales. En effet, même si les pratiques socio-culturelles s'homogénéisent, il subsiste des pratiques très différenciées en fonction de la PCS à laquelle on appartient. Par exemple, 36% des cadres vont régulièrement au théâtre contre seulement 6% des ouvriers. De plus, même si une grande majorité de ménages vivent dans une résidence principale qui disposent d'un minimum de confort, 0.8% de la population française vit sans eau courante, sanitaire ou salles de bains.

Nous pouvons aussi penser que de nouvelles classes apparaissent car on peut identifier une nouvelle pauvreté qui s'explique à la fois par la dégradation du marché du travail et par l'affaiblissement du lien social. Aujourd'hui le taux de pauvreté en France avoisine les 15%. La montée du chômage et la précarité de l'emploi ont eu pour conséquence de baisser le niveau de vie d'une partie de la population, en particulier les jeunes et les moins diplômés. On assiste à une multiplication du nombre de bénéficiaires du RSA qui est passé de 400 000 en 1989 à 1 130 000 en 2008 selon l'Insee. Cette allocation, si elle permet d'assurer un revenu minimum pour les plus pauvres, ne couvrent pas l'ensemble de la population (par exemple, les jeunes de moins de 25 ans ne peuvent pas en bénéficier) et reverse un revenu suffisamment faible (moins de 500 euros environ) pour faire rentrer les individus qui en bénéficient dans une sorte de pauvreté institutionnalisée.

L'affaiblissement du lien social favorise la pauvreté car celle-ci est un processus cumulatif : il ne suffit pas d'être chômeur pour être pauvre. La nouvelle pauvreté s'explique aussi par la crise de la famille : multiplication du nombre de divorces, du nombre de familles monoparentales,...affaiblit les formes de solidarités familiales. Les pauvres sont plus souvent des familles monoparentales ou des personnes seules qui sont sans emploi. La pauvreté va donc se caractériser par le cumul des handicaps pour certains groupes sociaux les plus défavorisés dans la hiérarchie sociale. On peut donc identifier aux extrémités de la hiérarchie sociale un groupe qui cumule les avantages et un autre les désavantages, laissant penser à l'existence d'une classe sociale dominante et d'une classe défavorisée. La société française actuelle se caractériserait donc par l'existence de nouvelles classes déterminées par la persistance d'inégalités et l'apparition de nouvelles formes de pauvreté.

Ainsi, notre société française n'est plus une société de classe au sens où l'entendait Marx : les frontières de classes s'effacent grâce à l'homogénéisation des modes de vie permise par la hausse des niveaux de vie et l'uniformisation de la consommation. De plus, la moyennisation de la société se manifeste par le développement de classes moyennes plurielles favorisé par une plus forte mobilité sociale. Pourtant, les années récentes montrent qu'il existe encore de fortes inégalités économiques (en matière de revenus, de patrimoine) qui déterminent en partie des inégalités sociale. On peut aussi observer l'apparition de nouvelles formes de pauvreté qui s'explique en partie par l'augmentation du chômage et de la précarité et par l'affaiblissement du lien social. Ainsi, on peut penser que de nouvelles classes seraient en train de se former dans notre société, des classes sociales au sens weberien, c'est-à-dire déterminées par l'existence de groupes dont les individus cumulent les handicaps et d'autres dont les individus, de par leur caractéristiques, dominant la hiérarchie sociale. La question est alors de savoir quel type de politique économique pourrait permettre de réduire inégalités et pauvreté afin d'assurer une meilleure cohésion sociale dans notre société.

### 3.2 La multiplication des critères de différenciation sociale

La multiplicité des critères de différenciation sociale dans les sociétés post-industrielles sont : statut professionnel, âge, sexe, style de vie.

a) **Les inégalités intergénérationnelles** : Là encore les inégalités n'ont pas pour origine des facteurs économiques mais simplement la génération à laquelle on appartient.

Malgré une augmentation généralisée du niveau de diplôme, les jeunes sont plus touchés par le chômage et la précarité que leurs parents, ils sont aussi moins bien rémunérés. C'est le **paradoxe d'Anderson**.

Les difficultés des jeunes face à l'emploi sont sources de multiples inégalités. La période de jeunesse (période de transition entre la fin des études et le début de l'activité professionnelle stable, entre famille d'origine et famille de procréation) s'allonge. Il est plus difficile de se stabiliser professionnellement (plus on multiplie les emplois précaires, plus il est difficile de trouver un emploi stable) donc les revenus sont plus faibles et cela a un impact sur les inégalités de patrimoine à long terme (cela est renforcé par l'augmentation des prix immobiliers).

Ces inégalités intergénérationnelles s'expliquent car les enfants du baby boom ont connu une jeunesse dans une société de croissance avec des perspectives de croissance salariale et de mobilité ascendante : ils vont cumuler les avantages et aujourd'hui les baby boomers cumulent les responsabilités d'encadrement dans les entreprises et au niveau politique, ils possèdent la majorité du patrimoine, ils peuvent avoir des retraites supérieures aux salaires de leurs enfants. C'est ce qui pousse certains sociologues à parler de gérontocratie, c'est-à-dire l'existence d'une classe dominante liée à la génération.

A l'inverse les jeunes des années 80 à 00 ont connu une jeunesse marquée par la crise économique caractérisée par un chômage massif qui les frappe plus particulièrement et ils sont moins reconnus socialement et politiquement. Historiquement c'est la première fois que les générations suivantes sont dans une situation moins favorable que les générations de leurs parents.



## b) L'homme pluriel

Pour B. Lahire, l'expérience sociale des individus est plurielle car les individus sont socialisés dans des contextes variés : du coup, quelque soit la classe sociale à laquelle appartient les individus, ils peuvent avoir des profils culturels hétérogènes.

## c) Les transformations du marché du travail à l'origine de nouvelles inégalités

Le développement de la précarité, de l'instabilité de l'emploi, du chômage engendrent de nouvelles inégalités entre ceux qui ont un emploi et ceux qui n'en ont pas, entre ceux qui ont un emploi précaire et ceux qui ont un emploi stable, entre ceux qui ont de bonnes conditions de travail et ceux qui n'en ont pas (dualisme du marché du travail). Ces inégalités peuvent être considérées comme des inégalités intra-catégorielles.

## d) La mondialisation accroît-elle les nouvelles inégalités ?

La mondialisation a accru la concurrence entre les entreprises à l'échelle mondiale et cela s'est fait au détriment des travailleurs peu qualifiés (dans les PDEM) qui ont été évincés des emplois industriels et connaissent une pression à la baisse de leur salaire.